



Chapitre C-10

LOI SUR LE CHANGEMENT DE NOM

Interprétation: **1.** Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient:

« nom »; a) « nom »: les prénoms ainsi que le nom de famille ou patronymique;

« changement de nom ». b) « changement de nom »: toute modification du nom d'une personne physique par altération, substitution, addition ou soustraction.

Réserve. Une modification faite en vertu des dispositions du Code civil relatives à la rectification des actes et registres de l'état civil, à la filiation des enfants légitimes et naturels, ou en vertu des dispositions de la Loi sur l'adoption (chapitre A-7), ne constitue pas un changement de nom au sens de la présente loi.

1965 (1^{re} sess.), c. 77, a. 1.

Restriction. **2.** Le changement de nom ne peut être accordé que par décret du gouvernement, conformément à la présente loi.

1965 (1^{re} sess.), c. 77, a. 2.

Requête. **3.** Un citoyen canadien, majeur, domicilié au Québec depuis au moins un an et qui a des motifs sérieux de désirer un changement de nom, peut transmettre au ministre de la justice une requête contenant:

a) un exposé des motifs qui l'incitent à demander le changement de nom;

b) le nom qu'il désire adopter;

c) son adresse et sa profession lors de la requête et au cours des cinq années antérieures;

d) la date et le lieu de sa naissance;

e) le nom de son père;

f) le nom de jeune fille de sa mère;

g) le nom de jeune fille de sa femme ou le nom de son mari, selon le cas, ainsi que la date et le lieu du mariage;

h) les nom, date et lieu de naissance de ses enfants et descendants avec indication de ceux dont le nom serait changé à la suite de la requête conformément à l'article 8;

- i)* tout autre renseignement exigé par le ministre de la justice.
1965 (1^{re} sess.), c. 77, a. 3; 1969, c. 26, a. 99.
- Documents accompagnant requête. **4.** La requête doit être accompagnée
- a) de copies authentiques des actes de l'état civil constatant les naissances et mariages y mentionnés, s'il est possible de les obtenir;
 - b) d'une déposition sous serment du requérant attestant:
 - i. qu'il est domicilié au Québec depuis au moins un an;
 - ii. que les allégations contenues dans la requête sont vraies;
 - iii. que la demande est faite de bonne foi et uniquement pour les motifs allégués; et
 - c) du paiement des honoraires prescrits.
- 1965 (1^{re} sess.), c. 77, a. 4.
- Avis. **5.** Le requérant doit donner avis de sa requête dans la *Gazette officielle du Québec* et dans un journal français et un journal anglais publiés ou circulant dans le district judiciaire où il a sa résidence, une fois par semaine, pendant deux semaines consécutives.
- Contenu. Cet avis doit contenir le nom et l'adresse de chaque personne vivante dont le nom peut être changé à la suite de la requête.
- Publication additionnelle. Le ministre de la justice peut exiger toute publication additionnelle qu'il juge à propos.
- Preuve. Le requérant doit lui fournir la preuve des publications requises.
1965 (1^{re} sess.), c. 77, a. 5; 1968, c. 23, a. 8; 1969, c. 26, a. 100.
- Recommandation. **6.** Si, après l'expiration des trente jours qui suivent la dernière publication prescrite, le ministre de la justice juge que les motifs du changement de nom sont suffisants et que celui-ci est à propos, il lui est loisible de recommander au gouvernement de faire droit à la requête, avec les modifications qu'il juge à propos.
- Consentement requis. Sauf pour des raisons exceptionnelles jugées suffisantes il n'est pas fait droit à une requête sans le consentement écrit du conjoint du requérant et de ses enfants mineurs non émancipés âgés de quatorze ans ou plus.
1965 (1^{re} sess.), c. 77, a. 6; 1969, c. 26, a. 101.
- Remboursement des honoraires. **7.** Si la requête est rejetée, le ministre de la justice rembourse les honoraires versés dans la mesure prescrite.
1965 (1^{re} sess.), c. 77, a. 7; 1969, c. 26, a. 102.
- Enfants et descendants. **8.** Le changement de nom patronymique effectué par le décret du gouvernement bénéficie aux enfants mineurs non émancipés du re-

quérant, à ses enfants à naître et aux descendants des uns et des autres.

1965 (1^{re} sess.), c. 77, a. 8.

Avis de décret. **9.** Avis de chaque décret de changement de nom est publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Copie. Toute personne peut, en payant l'honoraire requis, obtenir une copie du décret.

1965 (1^{re} sess.), c. 77, a. 9; 1968, c. 23, a. 8.

Registres de l'état civil. **10.** Les registres de l'état civil contenant l'acte de naissance ou l'acte de mariage d'une personne dont le nom fait l'objet d'un changement par l'effet d'un décret doivent être modifiés en conséquence, sur production d'une copie au dépositaire.

1965 (1^{re} sess.), c. 77, a. 10.

Droits. **11.** Le bénéficiaire d'un changement de nom peut, sous son nouveau nom, réclamer et posséder tous les droits, bénéfices, avantages et titres auxquels il aurait eu droit sans ce changement; et tous les contrats, conventions, ententes, documents, certificats, polices d'assurances, diplômes, degrés, permis, licences, inscriptions, enregistrements, nominations et pouvoirs acquis ou lui profitant ou auxquels il a été partie sous l'un ou l'autre nom, sont censés avoir été obtenus sous le nouveau nom.

1965 (1^{re} sess.), c. 77, a. 11.

Biens. **12.** Sous son nouveau nom, le bénéficiaire peut recouvrer, avoir, détenir, posséder, recevoir en héritage ou aliéner tous les biens immobiliers ou mobiliers et tous les droits de toute nature qu'il peut alors ou qu'il pourra à l'avenir avoir, aussi complètement et dans la même mesure que si le changement de nom n'avait pas été effectué.

1965 (1^{re} sess.), c. 77, a. 12.

Legs. **13.** Tous les legs ou donations faits par tout testament, codicille, acte de donation, police d'assurance ou autrement, sont censés avoir été ou être faits en sa faveur sous l'un ou l'autre des deux noms.

1965 (1^{re} sess.), c. 77, a. 13.

Obligations. **14.** Toutes les obligations contractées par lui sont exigibles sous son nouveau nom.

1965 (1^{re} sess.), c. 77, a. 14.

Instance pendante. **15.** Le changement de nom n'interrompt aucune instance ni aucun procès pendant devant une cour du Québec et auxquels il est partie, et il est procédé à jugement et à exécution comme si le changement de nom n'avait pas été effectué.

1965 (1^{re} sess.), c. 77, a. 15.

Tarif d'honoraires. **16.** Le gouvernement peut, par règlement publié dans la *Gazette officielle du Québec*, établir un tarif d'honoraires pour toute procédure relative à un changement de nom et prescrire toute autre mesure jugée utile pour la mise à exécution de la présente loi.

1965 (1^{re} sess.), c. 77, a. 16; 1968, c. 23, a. 8.

Le titre de la présente loi sera remplacé à compter du 1^{er} avril 1978 (date de l'entrée en vigueur de l'article 1 du chapitre 19 des lois de 1977).

L'article 1 de la présente loi sera modifié à compter du 1^{er} avril 1978 (date de l'entrée en vigueur de l'article 3 du chapitre 19 des lois de 1977).

Les articles 2, 6, 8, 9 et 10 de la présente loi seront remplacés à compter du 1^{er} avril 1978 (date de l'entrée en vigueur des articles 4, 5, 6, 7 et 8 du chapitre 19 des lois de 1977).

À compter du 1^{er} avril 1978 (date de l'entrée en vigueur des articles 2, 9 et 10 du chapitre 19 des lois de 1977) la présente loi sera modifiée:

- a) par l'insertion, avant l'article 1, d'un intitulé de section;*
- b) par l'insertion, après l'article 15, d'une nouvelle section et d'autres articles;*
- c) par le remplacement de l'article 16 par une nouvelle section et d'autres articles.*

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 77 des lois annuelles de 1965 (1^{re} session), tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, à l'exception de l'article 17, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre C-10 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978

TABLE DE CONCORDANCE

LOIS DU QUÉBEC, 1965 (1^{re} session) **LOIS REFONDUES, 1977**

Chapitre 77

Chapitre C-10

**LOI DU CHANGEMENT
DE NOM**

**LOI SUR LE CHANGE-
MENT DE NOM**

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
1 - 16	1 - 16	
17		Omis

La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.

Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans le refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.

